

# Oman

## Un marché d'avenir dans le Golfe Persique





# Oman, un marché d'avenir dans le Golfe Persique

*Moins connu que le Qatar ou Dubaï, le Sultanat d'Oman est un marché en croissance régulière depuis plusieurs années. Le gouvernement a lancé plusieurs grands projets d'infrastructures et compte sur la participation des investisseurs étrangers pour diversifier l'économie par rapport aux hydrocarbures et créer des emplois. Outre une localisation géographique exceptionnelle, Oman offre aux investisseurs un environnement des affaires attrayant et une stabilité politique remarquable.*



De tous les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), le Sultanat d'Oman est probablement celui dont l'économie est la moins connue en France. Certes, les richesses touristiques attirent plusieurs milliers de touristes français chaque année mais le potentiel économique ne retient encore l'attention que d'un nombre réduit d'entreprises tricolores, même si certaines d'entre elles y ont obtenu de très solides références. GDF Suez est entré en Oman, en 1994 avec le développement du premier projet de production indépendante d'électricité du Golfe Persique : la centrale d'Al Manah.

Au sein du CCG, qui comprend également l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar, Oman se classe au 2<sup>e</sup> rang en termes de superficie avec 309 500

km<sup>2</sup>, soit autant que l'Italie. Peuplé de 4 millions d'habitants, le Sultanat n'est pas un grand marché de consommation. Mais l'économie, portée par les ressources en hydrocarbures, affiche une croissance économique régulière de 5% par an. Et les experts tablent sur une poursuite de cette dynamique au cours des prochaines années.

## Une plateforme stratégique

Cependant, les autorités omanaises ont engagé un processus de diversification de l'économie. Les hydrocarbures représentent actuellement plus de 80% des recettes du budget, une dépendance dangereuse dans la mesure où les réserves en hydrocarbures tendent à s'épuiser. Le plan « Vision 2020 » prévoit que la part des activités non-pétrolières dans le PIB atteindra 81% en 2020 (contre 61,3% en 2009), un objectif jugé ambitieux par les experts étrangers. La contribution de l'industrie devrait grimper de 16,7% en 2010 à 29% en 2020. Oman envisage également de développer les services, le secteur

financier, les transports et la logistique.

Cette stratégie ouvre d'importantes possibilités d'affaires pour les entreprises étrangères. De grands projets d'infrastructures ont été lancés : un réseau ferroviaire qui sera relié au réseau global des pays du CCG ; deux nouveaux aéroports (Duqm et Sohar) ; une douzaine d'unités de dessalement et de production d'électricité ; un vaste projet portuaire, industriel, résidentiel et touristique à Duqm ; des routes ; des hôtels ; des hôpitaux ; etc. Les autorités omanaises entendent bien tirer parti de la localisation géographique exceptionnelle de leur pays pour en faire à la fois une grande plateforme logistique et industrielle. Situé au carrefour de plusieurs lignes commerciales, notamment entre l'Asie et l'Europe, le Sultanat est bien positionné pour approvisionner les marchés du Golfe, mais aussi d'Asie et d'Afrique orientale : des zones avec lesquelles des liens culturels et d'échange ont été tissés, parfois depuis plusieurs siècles.

## Des investisseurs étrangers bienvenus

Pour mener à bien cette ambition, les autorités omanaises tablent sur une participation active des investisseurs étrangers. « L'objectif est de faire en sorte que les sociétés étrangères apportent de la technologie, contribuent au développement du tissu productif, créent de la valeur ajoutée et forment du personnel » explique un consultant. La lutte contre le chômage et la création d'emplois qualifiés est une

priorité stratégique du gouvernement qui a mis en place la politique dite d'« omanisation » de la main d'œuvre. Les autorités omanaises offrent aux investisseurs étrangers un environnement juridique et fiscal particulièrement attrayant. « En Oman, un investisseur étranger peut détenir la majorité du capital d'une société locale » affirme Salem Moosa J. Hassan, représentant en France de l'Autorité Publique pour la Promotion de l'Investissement et le Développement de l'Exportation (ITHRAA). Les avantages fiscaux (taux de l'impôt sur les sociétés de 12% lorsque le CA dépasse 30 000 rials omanais soit 56 721 euros, absence de TVA et d'impôt sur le revenu des personnes physiques) sont également non négligeables. Les zones franches offrent des avantages supplémentaires. Et surtout il y a une volonté d'assurer une visibilité en garantissant la stabilité des règles du jeu. « Sans stabilité juridique, il n'y a pas d'investissement privé possible » rappelle Humaid Al-Maani, ambassadeur du Sultanat d'Oman en France.

La qualité de l'environnement des affaires est complétée par d'autres atouts. Gouverné depuis 1970 par le Sultan Qabus ibn Saïd, Oman est un exemple de stabilité politique. Le Sultan a mené une politique de développement économique et a maintenu de bonnes relations diplomatiques avec les voisins. A cela s'ajoute un climat d'ouverture et de tolérance. Après les manifestations au cours du « Printemps arabe » de début 2011, un processus de démocratisation a été engagé et d'importantes mesures sociales ont été mises en place. Enfin, Oman est un pays sûr. « Il est possible de circuler dans le pays, il n'y a pas d'insécurité » note un expatrié français.

## Présence française modeste

Les entreprises françaises n'ont pas vraiment tiré parti jusqu'ici du potentiel omanais. Les exportations demeurent modestes : en 2013, elles ont atteint 391 millions d'euros, en hausse il est vrai de 15% par rapport à l'année antérieure. Les chiffres du premier trimestre de 2014 indiquent un tassement (+1,7%). Cependant les statis-



tiques douanières françaises sous-évaluent le flux réel, notamment en ce qui concerne les biens de consommation. De nombreux distributeurs omanais ne sont pas importateurs mais s'approvisionnent dans les pays voisins, plus particulièrement à Dubaï. Les livraisons d'Airbus à la compagnie Oman Air sont un poste important (105 millions d'euros en 2013). Les importations ont atteint 138 millions d'euros en 2013. La France n'important pas de pétrole omanais, la balance commerciale est structurellement excédentaire.

Du côté officiel français, il y a une volonté clairement exprimée de relancer les échanges politiques et économiques avec le Sultanat. Les 21 et 22 janvier 2014, Nicole Bricq a effectué le premier déplacement ministériel à Mascate. Elle a été accompagnée d'une vingtaine d'entreprises françaises. Du 1<sup>er</sup> au 3 avril 2014, une délégation multisectorielle de Medef International s'est rendue en Oman : une trentaine d'entreprises ont participé à cette mission, un chiffre élevé qui témoigne d'un intérêt réel des milieux d'affaires tricolores.

La France a une vraie carte à jouer en Oman. Les secteurs porteurs de l'économie (ferroviaire, agroalimentaire, pêche, tourisme, etc.) correspondent aux points forts de l'offre française. Et le marché n'est pas réservé qu'aux

grands groupes ou aux ETI. Le gouvernement omanais est déterminé à promouvoir le tissu local des PME et a même créé une Autorité Publique pour le Développement des Petites et Moyennes Entreprises (PASMED selon le sigle anglais). Des incitations spéciales ont été mises en place, notamment en ce qui concerne les financements bancaires. Autrement dit, Oman mérite d'être mieux connu des entreprises françaises.

## Indicateurs d'Oman

Superficie : 309 500 km<sup>2</sup>  
Longueur des côtes : 3 165 km  
Capitale : Mascate  
Population : 4 millions d'habitants (mars 2014) dont main d'œuvre immigrée : 1,8 million  
PIB : 79,7 milliards de dollars (2013)  
PIB par habitant : 20 130 dollars (2013)  
Part des activités non pétrolières dans le PIB : 50% (2013)  
Production de pétrole : 940 500 barils/jour (mars 2014)  
Inflation : +0,73% (mars 2014/mars 2013)  
Exportations de marchandises : 56,4 milliards de dollars (2013) dont pétrole et gaz : 66%  
Importations de marchandises : 34,3 milliards de dollars (2013)  
Abonnés téléphonie mobile : 5,7 millions (février 2014)  
Abonnés Internet : 164 757 (février 2014)  
Source : National Center for Statistics & Information

**Sponsors / Publicité**  
**Christophe Bonami**  
Directeur de clientèle internationale  
Tél. 01 53 80 74 01  
christophe.bonami@lemoci.com



## « Nous croyons aux partenariats à long terme entre PME françaises et omanaises pour diversifier le tissu productif local et pénétrer ensemble les marchés tiers »

*Un entretien avec Humaid Al-Maani, Ambassadeur du Sultanat d'Oman en France*

### Pouvez-vous présenter le Sultanat d'Oman ?

Grâce à sa situation géographique exceptionnelle, le Sultanat d'Oman est depuis l'Antiquité un carrefour entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Notre pays a été traditionnellement ouvert sur le monde et a toujours participé pleinement aux échanges commerciaux. Il en découle l'existence d'une politique de bon voisinage avec les autres pays et une grande tolérance. Nous n'avons pas d'ennemis et nous œuvrons en permanence pour la paix dans le monde. Le Sultanat d'Oman est un pays qui croit aux bienfaits de la globalisation et qui cherche en permanence à améliorer son insertion dans l'économie mondiale. Nous avons conclu de nombreuses conventions internationales et des traités de libre-échange. Oman est le seul pays membre du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui a signé un traité de libre-échange avec les États-Unis.

Cette tradition d'ouverture sur le monde va de pair avec la volonté de créer un environnement des affaires stable et attrayant pour les entreprises étrangères. Le gouvernement s'efforce d'obtenir une croissance continue de l'économie et le PIB progresse de manière régulière, sans à-coups. Nous attachons une importance primordiale à la stabilité des règles du système économique car aucune entreprise étrangère ne viendra investir en Oman si le droit des affaires ou la fiscalité sont modifiés en permanence.

### Quelles sont les grandes lignes de la stratégie économique de développement du gouvernement omanais ?

La stratégie économique du gouvernement omanais a pour objectif principal de faire face aux besoins de la population, particulièrement en matière de création d'emplois, de for-

mation et d'amélioration des services sociaux. Le huitième plan, qui couvre la période 2011-2015, est en adéquation avec le plan « Vision 2020 » dont l'une des orientations majeures est la diversification de l'économie par rapport aux hydrocarbures.

Le gouvernement a lancé une série de grands projets de développement dans les infrastructures (réseaux de transport, aéroports, etc.) ainsi que la construction de plusieurs nouveaux pôles de développement économique et social, dont celui de Duqm. Nous souhaitons que les entreprises étrangères participent à ce processus de diversification comme investisseurs sur place, dans le cadre de véritables partenariats à long terme équilibrés avec le secteur privé omanais. Notre priorité est le développement des relations entre PME omanaises et étrangères.

### Quelle analyse faites-vous de la situation actuelle des relations bilatérales entre Oman et la France ?

Les premiers contacts entre Oman et la France sont anciens puisqu'ils remontent au 17<sup>e</sup> siècle. Les relations politiques sont excellentes et Sa Majesté le Sultan Qaboos bin Saïd attache une importance particulière au développement des liens avec la France. Cependant, les relations commerciales et économiques ne sont pas au même niveau que les relations politiques : il faut les renforcer. Le processus de diversification ouvre des possibilités d'affaires pour les entreprises françaises dans un grand nombre de domaines : transport, logistique, zones franches, transformation des produits agricoles, pêche, aquaculture, tourisme, etc. Plusieurs sociétés françaises importantes sont présentes en Oman et la visite récente



d'une délégation de Medef International a mis en évidence un intérêt réel pour notre économie.

### Quel est votre message à l'attention des entreprises françaises, et en particulier des PME ?

Notre pays est une destination positive dans tous les sens du terme. L'économie croît, le pays est politiquement stable, les règles fiscales sont respectées, l'ouverture au commerce international et aux investissements étrangers est une réalité, la diversification est en marche. La France dispose d'un tissu de PME et de savoir-faire dans des secteurs qui correspondent aux besoins de l'économie omanaise. Nos propres PME souhaitent engager une démarche collaborative. Des possibilités de coopération existent. Nous souhaitons développer la transformation de produits de l'agriculture. Avec plus de 3 000 kilomètres de côtes, Oman offre un grand potentiel de développement de la pêche mais aussi de l'aquaculture. Dans ces secteurs, les PME françaises et omanaises pourraient s'associer dans le cadre de projets conjoints et équilibrés, « gagnant-gagnant », afin de diversifier le tissu productif local, d'approvisionner le marché local et d'exporter. Grâce à sa situation géographique, Oman est une excellente plateforme pour pénétrer les marchés du Golfe, d'Asie et d'Afrique orientale.

Autre exemple : la formation. La France dispose d'un système éducatif de qualité et nous devons impérativement former notre main d'œuvre. Les entreprises françaises ont une carte à jouer incontestable en Oman, dans ce secteur et dans bien d'autres encore.

## « Nous sommes entrés dans une nouvelle phase des relations bilatérales »

*Un entretien avec Yves Oudin, Ambassadeur de France en Oman*

### Quelle appréciation générale portez-vous sur la situation politique, économique et sociale du Sultanat d'Oman ?

Le Sultanat d'Oman est membre du Conseil de coopération du Golfe (CCG) mais il se distingue de ses voisins sur plusieurs plans. C'est un pays ouvert sur l'immensité de l'Océan Indien, qui entretient depuis longtemps des relations humaines et commerciales avec l'Afrique orientale, le sous-continent indien et au-delà. Le développement du pays se concentre sur la frange côtière, autour des ports (Salalah, Sour, Mascate, Sohar, bientôt Duqm). La population omanaise (55% sur un total de 4 millions d'habitants) compte des segments zanzibariens, indiens et surtout baloutches. Au point de vue religieux, l'ibadisme cohabite harmonieusement avec les deux grandes obédiences de l'islam. Le Sultan Qabous, qui dirige le pays depuis 1970, a su utiliser les recettes des exportations d'hydrocarbures pour moderniser le pays et engager un processus de diversification de son économie, sans pour autant remettre en cause son identité et ses coutumes. L'effort d'investissement a été méthodique et s'est inscrit dans une vraie vision à long terme. Il suffit de se déplacer dans le pays pour se rendre compte de l'ampleur des réalisations : zones industrielles, routes, écoles, hôpitaux, etc. C'est bien cette capacité à trouver un équilibre entre tradition et modernité qui est une des clés de la stabilité remarquable que connaît ce pays.

Bien qu'exposé par sa situation géographique à plusieurs menaces transversales (piraterie, trafics illicites, etc.), Oman constitue un point d'appui de premier ordre. Partageant avec l'Iran le contrôle du détroit d'Ormuz, naturellement tourné vers l'Asie et l'Afrique, le Sultanat est attaché à son

rôle d'intermédiaire entre l'Iran et l'Occident et demeure un partenaire essentiel pour la sécurisation des routes maritimes régionales.

Dans ces conditions, je considère qu'il n'y a pas de risque d'instabilité : l'appartenance au CCG et l'ouverture sur l'Océan Indien me semblent constituer des gages de stabilité supplémentaires.

### Quelle est la situation des relations bilatérales entre Oman et la France ?

Les présidents François Mitterrand et Nicolas Sarkozy se sont rendus en Oman, en 1992 et en 2009 respectivement. M. François Hollande a reçu un émissaire du sultan Qabous mi-octobre 2013. Depuis lors, le rythme des visites croisées s'est intensifié. Le ministre omanais des Transports, Ahmed Al-Futaisi, s'est rendu à Paris (ainsi qu'au Havre) en novembre 2013, son collègue du Tourisme en décembre. En janvier 2014, la visite de Nicole Bricq a été la première d'un ministre français depuis quatre ans. La mission de Medef International, qui est venue en Oman du 31 mars au 3 avril 2014, a été un succès. Et cela continue, avec le tout récent déplacement du secrétaire d'Etat à la Défense : nous sommes entrés dans une nouvelle phase des relations bilatérales.

### Comment voyez-vous les possibilités d'affaires pour nos entreprises ?

Il y a de réelles possibilités d'affaires pour les entreprises françaises dans les secteurs jugés prioritaires par le gouvernement omanais. En matière d'infrastructures, le principal poste de dépense est celui des transports. Il y a, évidemment, les projets dans l'aval pétrolier (à Sohar et Duqm) et surtout le projet de création d'un



grand réseau ferroviaire. Mais il ne faut pas oublier les routes : compte tenu de l'orographie complexe de certaines parties du territoire omanais, il y aura des ouvrages d'art à réaliser (ponts, tunnels, viaducs, etc.), qui peuvent intéresser nos entreprises de la

construction.

Il y a beaucoup de choses à faire dans le tourisme, un secteur où nous ne sommes pas assez présents. Autre exemple : l'agroalimentaire, y compris la pêche. C'est une réelle priorité gouvernementale et des opportunités devraient se dégager pour nos entreprises. De nouveaux segments émergent : culture sous serre, aquaculture, etc. Le gouvernement envisage également de développer les énergies renouvelables.

### Quels conseils pratiques donneriez-vous à une entreprise intéressée par Oman ?

Il est essentiel de bien comprendre les priorités officielles. Le gouvernement souhaite que la croissance économique s'accompagne du développement du tissu local. Il accorde une importance capitale à la formation de la main d'œuvre et au transfert de technologie. Ce souci d'obtenir une « plus-value nationale » explique, en particulier, l'importance accordée à la politique dite d'« omanisation ».

Par ailleurs, en Oman, comme dans les autres pays du Golfe, le contact humain est capital dans les affaires. Les Omanais sont sensibles au fait qu'on vienne les voir : un déplacement est toujours profitable. Il est donc important de venir en Oman et de prendre le temps nécessaire pour rencontrer ses partenaires actuels ou potentiels. Il faut éviter de considérer Oman comme une étape mineure additionnelle à l'occasion d'un déplacement dans le Golfe.



## Une grande diversité de secteurs porteurs

*C'est le paradoxe d'Oman. Malgré une taille modeste, l'économie omanaise se caractérise par l'existence de nombreux secteurs porteurs, souvent méconnus, qui correspondent aux savoir-faire tricolores. Résultat, le pays offre de vraies possibilités d'affaires.*



D.R.

### Hydrocarbures : priorité au gaz naturel

Même si la diversification est en marche, le secteur des hydrocarbures demeure la principale activité économique. En 2013, la production de pétrole, qui a baissé à la fin des années 2000, a progressé de 2,6% pour atteindre 942 000 barils/jour. Cette hausse a permis de compenser la baisse du prix moyen du pétrole exporté.

L'industrie continue à investir pour développer de nouvelles réserves et prolonger la durée de vie des gisements pétroliers existants par le biais de la récupération assistée. Oman est également un producteur de gaz naturel et la production a fortement augmenté puisqu'elle a presque sextuplé entre 1999 et 2013. Des investissements importants ont été engagés pour faire face à la hausse prévisible de la demande. La consommation de gaz naturel par les unités productrices d'électricité et de dessalement d'eau de mer devrait passer de 6,7 milliards de m<sup>3</sup> actuellement à 10 milliards de m<sup>3</sup> en 2020, soit un accroissement de près de 50%. Par ailleurs, les différents projets industriels annoncés devraient également générer des

besoins additionnels. La production de gaz naturel devrait passer de 100 millions de m<sup>3</sup>/jour en 2013 à 120 millions de m<sup>3</sup>/jour en 2018.

Les deux compagnies pétrolières publiques, Petroleum Development Oman (PDO) et Oman Oil Company (OOC), ont engagé des investissements ambitieux. PDO a trois principaux « méga-projets » à venir, estimés chacun à 1 milliard de dollars : Rabab-Harweel, Budour et Ybal Khuff. OOC n'est pas en reste avec un portefeuille impressionnant de projets : la nouvelle raffinerie de Duqm (230 00 barils/jour), un inves-



D.R.

tissement de 6 milliards de dollars, mené conjointement avec la société IPIC d'Abou Dhabi ; l'extension de la raffinerie de Sohar (de 116 00 b/j à 187 000 b/j) ; l'oléoduc Mascate-Sohar (280 km) ; le terminal de stockage de brut de Ras Markaz (capacité : 200 millions de barils) ; et le complexe pétrochimique de Liwa, dédié aux plastiques, un investissement estimé à 3,6 milliards de dollars.

Des projets privés sont également prévus. Le principal d'entre eux est la mise en valeur des champs de gaz naturel de Khazzan et Makarem par la compagnie britannique BP. Le forage de 300 puits est prévu dans le champ de Khazzan et la production, qui devrait démarrer en 2017, devrait atteindre 29 millions de m<sup>3</sup>/j.

### Transport ferroviaire : une révolution logistique

En matière ferroviaire, Oman a un objectif très ambitieux : la construction d'un réseau ferroviaire de 2 244 km, qui sera intégré à celui des pays du CCG. Il s'agit d'une ligne mixte, fret et passagers, qui partira de la frontière avec les Émirats arabes unis (EAU) et traversera tout le pays jusqu'à rejoindre la frontière avec le Yémen, au sud du pays. Le coût du projet est estimé à 15,5 milliards de dollars pour la partie omanaise.

« La réalisation d'un ouvrage d'une telle ampleur est complexe, d'autant qu'Oman n'a pas de culture ferroviaire » note un consultant. Cependant, les autorités omanaises font preuve de détermination pour réaliser ce projet qui a été scindé en neuf tronçons. Au début du mois de février 2014, un contrat a été signé avec le consultant italien, Italferr, pour la réalisation des études préliminaires. Un appel d'offres est en cours pour choisir la société qui sera

en charge de la supervision des travaux : trois consortiums ont été pré-qualifiés et le français Systra participe à l'un d'entre eux conjointement avec l'américain Parsons Brinkerhoff.

Le premier tronçon concerne la liaison entre Al Buraimi, situé à la frontière avec les Émirats arabes unis (EAU), et le port de Sohar, soit 130 km. La pré-qualification pour la construction de ce segment a été lancée et les entreprises candidates ont remis leurs dossiers à la mi-mai. Le coût de cette première phase, dont les travaux devraient démarrer au début de 2015, est estimé à 2,6 milliards de dollars. La construction devrait attirer des entreprises du monde entier et l'existence de concurrents asiatiques ne laisse guère de marge pour les entreprises françaises.

La construction de ce réseau a une importance capitale pour l'économie omanaise. La ligne ferroviaire devrait

connecter les cités portuaires et industrielles de Duqm et de Salalah. Pour les experts, une véritable « révolution logistique » devrait se produire. Le port de Duqm veut se positionner en concurrent de Jebel Ali et offrir une solution plus avantageuse en termes de temps de transport et d'alternative en cas de blocage éventuel du détroit d'Ormuz. La connexion ferroviaire permettra, en particulier, de faire de Salalah un hub logistique d'importance mondiale.

### Agroalimentaire et pêche : des activités à explorer

Les experts locaux tablent sur une croissance de la consommation d'aliments au cours des prochaines années en Oman mais aussi à l'échelle de l'ensemble des pays du GCC. Oman est confronté à une production agricole insuffisante pour faire face aux besoins et doit importer, d'où une

dépendance coûteuse en devises. Le gouvernement encourage les investissements privés afin de remplacer les importations et d'exporter. La sécurité alimentaire est un souci évident. Le Sultanat souhaite développer la production agricole et la transformation de produits primaires. Compte tenu de la taille de la population et de la situation géographique du pays, des projets mixtes marché intérieur-exportation semblent logiques. En avril 2013, la Oman Sugar Refinery Company (ORSC) a annoncé la



D.R.



Whether you are travelling on the many new roads of Oman such as the Sur-Bid Bid Road, the Muscat Expressway; or, visiting some major hotels; or, flying in any of the latest Oman Air carriers; or, passing through the Muscat International Airport, Oman Arab Bank is always there with you.

As the major financier of key projects, Oman Arab Bank has contributed to the development of major infrastructural, oil and gas, petrochemical and tourism projects across the Sultanate of Oman for almost 40 years.

Oman Arab Bank also serves you through a wide network of 68 local branches and offices, as well as 400 branches and associates of Arab Bank Plc., spread over 40 countries.



بنك عُمان العربي ش.م.ع.  
OMAN ARAB BANK S.A.O.C.

For more information visit your nearest OAB branch or contact  
Fil Khidma Call Centre on 24754444.



## Duqm, le grand projet phare d'Oman

Le projet de la Zone économique spéciale de Duqm (ZESD) est une illustration des possibilités offertes par Oman aux investisseurs privés, omanais et étrangers. Il bénéficie d'une localisation stratégique puisqu'il est situé sur les routes maritimes internationales et hors du détroit d'Ormuz, à proximité des marchés asiatiques ainsi que de ceux des pays du Golfe riches en pétrole et en gaz. La ZESD se positionne d'ores et déjà comme un véritable « hub » international.

Le projet est ambitieux puisqu'il devrait inclure : un port international en eaux profondes ; un chantier de réparation navale ; un port de pêche et une zone dédiée à la transformation industrielle du poisson ; une raffinerie de pétrole et un complexe pétrochimique ; une zone industrielle ; des installations touristiques ; une ville nouvelle ; un réseau de transport ; un aéroport ; des services publics (eau, électricité, etc.) ; etc. Le projet est d'une ampleur exceptionnelle puisqu'il s'étend sur 80 kilomètres de côtes et représente une superficie de 1 777 km<sup>2</sup>.

Les enjeux sont considérables. Le futur port de Duqm, qui sera connecté au futur réseau ferroviaire omanais, se positionnera comme concurrent de celui de Jebel Ali. Les différents projets industriels (pétrochimie, pêche, etc.) devraient donner une impulsion décisive à la stratégie de diversification de l'économie omanaise.

Afin d'attirer les investisseurs, une série d'incitations

sont prévues : exonérations fiscales et absence de restrictions aux investissements directs étrangers (IDE) ; accès aux terrains sous forme de bail emphytéotique (long terme) et à des prix abordables ; etc. L'environnement réglementaire et juridique se veut transparent et proactif. L'Autorité de la Zone économique spéciale de Duqm (SEZAD selon le sigle en anglais) offre un point de contact simple, un "guichet unique", dans le but de faciliter l'obtention des avantages fiscaux et des différentes autorisations nécessaires pour lancer une activité : enregistrement de société, permis de construire, autorisations environnementales, licences commerciales, permis de travail pour le personnel expatrié, etc.

Les premiers éléments de ce vaste projet ont été concrétisés. Le chantier de construction navale, l'unité de dessalement et la centrale thermique ont été réalisés. La phase 1 du port est pratiquement achevée. Le port de pêche est en construction et devrait être opérationnel en 2015. Le projet de la nouvelle raffinerie est lancé. Les travaux de la ville nouvelle ont commencé, de même que ceux de la zone touristique. La réalisation complète du projet va s'étaler sur plusieurs phases mais il y a une vraie volonté politique de mener le projet à bien. « Il peut y avoir des retards, mais j'ai la conviction que Duqm se fera » note un responsable d'une entreprise française, qui a visité le projet en début d'année.

construction d'une unité de production de sucre raffiné à Sohar d'une capacité d'1 Mt/an. Une partie de la production sera destinée au marché intérieur mais l'essentiel sera exporté dans les pays du CCG et du Moyen-Orient. Actuellement, le sucre est entièrement importé (120 000 T/an). La pêche est un autre secteur à fort potentiel. Les autorités omanaises souhaiteraient installer un véritable pôle intégré sur 8 km<sup>2</sup> au sein de la zone économique spéciale de Duqm. L'objectif est de valoriser les riches ressources halieutiques du Sultanat qui dispose de plus de 3 000 kilomètres de côtes et de promouvoir des activités telles que : conserveries, production de farine et d'huile de poisson, etc. L'objectif du gouvernement est d'atteindre une production d'1 Mt d'ici dix-douze ans.

### Énergies renouvelables : prendre pied dès

### maintenant

Pour faire face à la croissance attendue de la consommation d'électricité, le Sultanat souhaiterait réduire la part prééminente du gaz naturel dans la production et promouvoir les énergies renouvelables. Oman dispose de ce point de vue d'un atout essentiel : une des plus fortes densités d'énergie solaire de la planète.

Le gouvernement a fixé un objectif de part des renouvelables dans la production d'électricité (10% en 2020) et élabore actuellement une stratégie de développement de cette nouvelle source d'énergie. Le solaire et l'éolien devraient être retenus. La réglementation du secteur électrique est en cours de révision afin de permettre l'investissement privé dans cette activité.

« C'est le moment pour les entreprises françaises de s'intéresser aux énergies renouvelables et de se posi-

tionner » souligne Salem Moosa J. Hassan, représentant en France de l'Autorité Publique pour la Promotion de l'Investissement et le Développement de l'Exportation (ITHRAA). D'autant que, de l'avis des spécialistes, il s'agit d'une priorité stratégique du gouvernement omanais. En développant les énergies renouvelables, le Sultanat « libèrera » du gaz naturel qui sera destiné aux usages industriels.

### Tourisme : Oman continue à privilégier le haut de gamme

En quelques années, Oman s'est hissé au rang de destination touristique de première importance au sein du CCG. Le tourisme prend appui sur une conjonction d'atouts exceptionnels : diversité des paysages (montagne, mer, etc.) ; richesse et beauté des fonds marins (plongée) ; existence

## « Oman prépare « l'après pétrole » en investissant fortement dans de nombreux secteurs qui constituent de véritables opportunités pour l'offre française »

Un entretien avec Jean-François Mirailles, Chef du Service économique en Oman

### Comment expliquez-vous la bonne santé économique et financière d'Oman ?

La situation économique d'Oman est satisfaisante à tous points de vue. La croissance annuelle du PIB avoisine les 5% depuis une décennie, l'inflation n'excède guère les 2 %, les comptes extérieurs (balance commerciale et balance courante) sont traditionnellement excédentaires ainsi que le solde budgétaire. Quant à la dette publique, elle est inférieure à 8% du PIB.

Ce tableau, légitimement flatteur, doit être quelque peu nuancé. D'abord, parce que les prévisions de croissance pour 2014 sont de « seulement » 3,5%, sous l'effet d'une stagnation voire d'une baisse anticipée du prix du pétrole. Ensuite, et c'est plus significatif, parce que les dépenses publiques courantes ont fortement progressé depuis ce qu'il est convenu d'appeler le « printemps arabe », en 2011 ; en particulier les dépenses sociales, l'éducation et les salaires dans le secteur public. Ces dépenses, devenues structurelles, pèseront désormais sur le solde budgétaire qui pourrait ainsi apparaître en déficit (léger) en 2014 si le prix des hydrocarbures descendait sous la barre des 100 dollars.

Les pouvoirs publics ont cependant conscience de cette évolution et réfléchissent à la manière d'accroître les recettes, notamment en diminuant progressivement la masse des biens de consommation bénéficiant de subventions (eau, gaz, pétrole...), et en instaurant une TVA (mais dans le cadre de l'ensemble du GCC pour ne pas créer de distorsion fiscale entre partenaires).

J'ajoute que le secteur bancaire, peu exposé, présente un risque faible, lié à la fois à une structure bilancielle saine et à un contrôle actif de la Banque Centrale qui adopte une politique conservatrice. Les règles prudentielles, sans atteindre encore les standards que

nous connaissons, sont rigoureuses.

Le cadre macroéconomique est donc particulièrement favorable

### Ces bonnes performances s'expliquent-elles uniquement par la disponibilité de ressources en hydrocarbures ?

Naturellement, le gaz et les hydrocarbures font la richesse de ce pays depuis le début des années 70. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : ce secteur représente près de la moitié du PIB, et 86% des recettes de l'Etat. Mais cette manne recèle en elle-même un risque dans la mesure où ces ressources financières sont trop fortement sensibles aux variations des volumes de production et à la volatilité des prix internationaux. Le Sultanat parvient, certes, à maintenir, grâce à de nouvelles découvertes et à l'amélioration des techniques d'extraction, un niveau constant de production (proche du million de barils) ; il semble malgré tout, qu'un pic a été atteint et Oman prépare ainsi « l'après pétrole » en investissant fortement dans de nombreux secteurs qui constituent de véritables opportunités pour l'offre française.

### Quelle analyse faites-vous des relations commerciales bilatérales et de la présence économique française en Oman ?

Les échanges commerciaux bilatéraux entre la France et Oman ne sont pas à la hauteur des relations historiques et d'amitié qui lient ces deux Etats depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Le volume moyen des échanges annuels est de l'ordre de 350 Millions d'euros, ce qui place la France loin des grands concurrents asiatiques (Chine, Japon, Corée, Inde) mais aussi du Moyen Orient (Emirats arabes unis) ou encore de la Turquie. La concurrence est également âpre entre partenaires européens et il faut saluer le dynamisme de nos partenaires espagnols et italiens.

En revanche, la présence française en

Oman s'étoffe et de grands groupes, voire des entreprises de taille moyenne, connaissent de beaux succès dans des secteurs tels que l'énergie électrique, l'eau, le pétrole, le tourisme, la construction, l'électronique, la gestion des déchets, la publicité...

Oman est un pays où il convient de s'investir, de s'installer durablement.

### Quels sont, à votre avis, les secteurs porteurs pour les entreprises françaises, notamment pour les PME ?

Je vous le disais, les pouvoirs publics ont conscience que la rente pétrolière n'est pas éternelle (Oman dispose de moins de réserves connues que la plupart de ses voisins du GCC). Une politique vigoureuse de diversification de l'économie est conduite, soutenue par des investissements massifs : le plan « Oman 2020 » prévoit ainsi d'affecter 120 Milliards d'euros dans les secteurs industriels, d'infrastructure et de transports. Le Sultanat a également décidé de valoriser ses capacités énergétiques en développant une filière chimique intégrée. Oman a ainsi acheté la plus grande entreprise mondiale chimique, l'allemand OXEA.

Dans les dix prochaines années les grands secteurs porteurs sont incontestablement ceux des transports : rail, routes, aéroports, zones portuaires, mais aussi chimiques, et touristiques (le patrimoine naturel de ce pays est exceptionnel).

Deux secteurs me paraissent également très intéressants à explorer et le service économique y travaille : l'agro-alimentaire et les énergies renouvelables.

Les PME, je dirais plutôt les moyennes entreprises françaises ont toute leur place sur le marché omanais. Je crois beaucoup à la technique du « portage » qui permet à ces entreprises de pouvoir bénéficier de l'expérience des grands groupes français déjà installés dans le pays, afin de leur mettre le pied à l'étrier.



D.R.



## « Notre projet industriel à Oman s'inscrit dans une logique de long terme et de transfert de technologie »

*Témoignage : Lionel Arbet, responsable du développement international de la division ferroviaire de Consolis*

« Le développement du réseau ferroviaire omanais est un projet de grande ampleur » affirme Lionel Arbet, responsable du développement international de la division ferroviaire de Consolis. Les autorités omanaises veulent connecter le pays au réseau ferré des pays du Golfe, relier les principaux ports du pays et favoriser le développement de l'industrie. « C'est un projet structurant » précise Lionel Arbet.

La volonté affirmée des autorités omanaises de réaliser ce réseau, dont la longueur totale devrait atteindre 2 244 kilomètres, génère des opportunités des fournisseurs d'équipements et de matériaux. La taille du projet justifie les investissements sur place. La société Consolis envisage de créer à Oman une usine de fabrication de traverses en béton pour les voies ferrées.

« Nous sommes au service des autorités omanaises pour partager notre expérience et présenter les solutions que nous mettons en œuvre régulièrement pour nos clients dans des situations similaires » explique Lionel Arbet. La démarche est importante car le pays ne dispose pas d'expérience en matière ferroviaire. La compagnie publique, la Oman Railway Company (ORC) est en train de constituer ses équipes. Parallèlement, une étude de faisabilité du projet est en cours de réalisation.

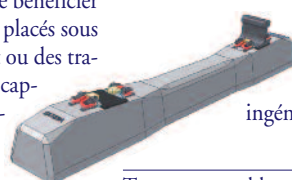
L'objectif est de produire localement les solutions les plus innovantes mises au point au sein du groupe Consolis. « Il s'agit de transférer sur place les standards de qualité européens. Nous souhaitons faire bénéficier Oman de technologies telles que les patins placés sous les traverses qui réduisent l'usure du ballast ou des traverses dites « intelligentes » contenant des capteurs qui permettent de fournir une information instantanée sur l'état de la voie et facilite la maintenance » souligne Lionel Arbet. Le projet reposera sur un important

transfert de technologie et un effort particulier en matière de formation du personnel. Nous étudions déjà des possibles sites d'implantation et commençons à sonder des partenaires locaux potentiels.

Consolis souhaite être le premier producteur local de traverses en béton pour le réseau ferré. Etre pionnier apportera un avantage évident par rapport à des concurrents éventuels. « Comme dans les autres pays où nous sommes implantés, nous voulons être un acteur local et nous inscrire dans une vision de long terme » conclut Lionel Arbet.

Consolis est un groupe industriel européen du secteur de la construction, des travaux publics et de l'infrastructure ferroviaire, spécialisé dans la conception d'ouvrages et de bâtiments hautes performances en béton. Présent dans une trentaine de pays, principalement en Europe et le bassin méditerranéen, Consolis emploie près de 10,000 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 1.3 milliard d'euros en 2013.

Basées dans 15 pays, les activités Rail comptent 21 sites industriels, 1 centre européen de Recherche et de Développement. Leader sur ses marchés, Consolis Rail a livré plus de 3,5 millions de traverses en 2013. Son offre est très large : traverses en béton pour ligne grande vitesse, métro, tramway, banlieue, inter-cités, marchandises, mais aussi ingénierie et formation.



Traverse monobloc

de monuments historiques ; forte identité culturelle ; facteur climatique (mousson dans le sud en été) ; hospitalité traditionnelle ; sécurité ; etc. Bref, Oman a de quoi intéresser les touristes !

Pour autant, la stratégie de développement suivie jusqu'ici a visé à éviter le tourisme de masse et à préserver l'environnement. Oman est une destination relativement chère. Les autorités parient sur le tourisme haut de gamme et les niches comme, par

exemple, l'écotourisme ou la plongée. Le nombre de touristes est donc encore faible par rapport à d'autres destinations traditionnelles (2,1 millions de visiteurs en 2013). Celui-ci est cependant en croissance continue, de même que les recettes (1,1 milliard de dollars en 2013). Les autorités omanaises devraient choisir prochainement le consultant qui sera chargé de l'élaboration du prochain plan directeur. La stratégie actuelle devrait être maintenue.

L'objectif est de développer des complexes touristiques intégrés (Duqm, Salalah et Mascate) comprenant des hôtels d'au moins quatre étoiles : 3 650 chambres nouvelles viendront s'ajouter d'ici 2020 aux 7 636 existantes actuellement. Le tourisme va donc continuer à croître et l'option choisie, celle du tourisme « sélectif », pourrait intéresser les sociétés françaises qui ont des savoir-faire spécialisés ou de niche.

# CONSOLIS

RAIL



Photos : © Consolis



## CONNECTING PEOPLE · PLACES · COMMUNITIES

CONSOLIS is a leading global group offering construction solutions for building, public works and rail infrastructure, specialized in the design and manufacture of high-performance precast concrete products. CONSOLIS Rail is the European leader in the design and manufacture of precast concrete sleepers and bearers, producing more than 3.5 million concrete sleepers each year. CONSOLIS Rail offers solutions for an extensive number of end markets such as high-speed rail, urban transport, heavy haul, traditional rail and mining.

[www.consolis.com](http://www.consolis.com)



## « Nous souhaiterions que les entreprises françaises soient davantage présentes en Oman »

*Un entretien avec Salem Moosa J. Hassan, Représentant en France de l'Autorité Publique pour la Promotion de l'Investissement et le Développement de l'Exportation (ITHRAA)*

### Quelles sont les spécificités de l'environnement des affaires en Oman ?

En ce qui concerne le cadre juridique, la principale spécificité réside dans le fait qu'en Oman un investisseur étranger peut détenir jusqu'à 70% du capital d'une société locale, alors que dans les Emirats arabes unis ou au Qatar ce pourcentage est limité à 49%. Une participation allant jusqu'à 100% est possible dans l'une des quatre zones franches d'Oman ou dans certains cas spécifiques.

Le délai de création d'une société est court puisqu'il faut compter une semaine et un mois et demi lorsqu'il s'agit d'un grand projet qui requiert différentes autorisations (permis de construire, environnement, etc.). En matière de fiscalité, le dispositif est très avantageux : la TVA s'applique dans des cas très spécifiques (restauration, hôtels, etc.) et il n'y a pas d'impôt sur le revenu des personnes physiques ; l'impôt sur les sociétés (IS) est de 12% et ne s'applique que lorsque le bénéfice est supérieur à 30 000 rials omanais (56 271 euros). Dans certains cas, un investisseur peut se voir accorder une exemption d'impôt pour une période de 5 ans.

Par ailleurs, Oman bénéficie d'une localisation géographique exceptionnelle, qui en fait une excellente plateforme logistique et d'exportation. Enfin, c'est un pays caractérisé par une stabilité politique traditionnelle et qui ne connaît pas de problèmes de sécurité. En définitive, je dirais qu'Oman est un pays ouvert aux investissements étrangers.

### Pourriez-vous citer un ou deux secteurs porteurs

particulièrement intéressants pour les entreprises françaises mais largement méconnus en France ?

Le développement des grands projets d'infrastructures (chemin de fer, ports, aéroports, zones franches, etc.) et le processus de diversification de



D.R.

l'économie génèrent de nombreux secteurs porteurs. Certains d'entre eux sont cependant méconnus. Je souhaiterais mettre l'accent sur deux « pépites » qui pourraient intéresser particulièrement les entreprises françaises.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont une priorité stratégique du gouvernement omanais. Des investissements importants ont été engagés pour développer le réseau de fibre optique et les télécommunications. Un parc technologique dédié aux nouvelles technologies a été créé. Microsoft a installé à Ruwi sa plateforme de développement pour le Golfe : elle emploie 2 400 salariés et génère un chiffre d'affaires annuel de 2 milliards de dollars.

Le secteur agroalimentaire et la pêche offrent aussi de belles perspectives d'affaires. En matière agricole, Oman offre un potentiel de développement des cultures. Pour ce qui est de la transformation, il y a une réelle opportunité, compte de notre situation géographique et de nos investissements logistiques, pour se positionner comme fournisseur de produits alimentaires transformés à destination du marché intérieur mais aussi des pays du Golfe voire d'autres continents. Dans le secteur de la pêche, la moitié de la production est déjà exportée mais le potentiel est loin d'avoir été entièrement exploité. La finalisation prévue en 2015 du nouveau port de pêche de la zone franche d'Al Duqm, qui représente un investissement de 120 millions de dollars, devrait faciliter la création

d'un important cluster des industries de la pêche. En matière d'aquaculture, le développement commence à peine et il y a une vraie carte à jouer pour les entreprises françaises.

### Quels appuis l'ITHRAA peut-elle apporter aux entreprises françaises intéressées par le marché omanais ?

L'ITHRAA est l'agence publique du gouvernement omanais en charge de la promotion des investissements étrangers sur son territoire. Nous travaillons en liaison étroite avec les différentes entités publiques omanaises afin de faire d'Oman une destination attractive pour les entreprises étrangères.

De fait, l'ITHRAA est une sorte de « porte d'entrée » pour l'entreprise intéressée par le marché omanais. Nous disposons d'informations sur les possibilités d'affaires et les conditions juridiques et fiscales. Lorsqu'une entreprise a un projet, même si celui-ci est encore préliminaire, nous sommes disposés à en discuter avec elle et à voir de quelle façon nous pouvons l'appuyer. L'ITHRAA peut mettre l'entreprise en contact avec d'autres agences publiques omanaises, proposer et négocier des aides supplémentaires, faciliter des rendez-vous, etc. Les entreprises françaises ne doivent pas hésiter à nous consulter.

### Quels conseils pratiques donneriez-vous aux chefs d'entreprises français qui souhaiteraient réussir en Oman ?

Nous conseillons aux entreprises françaises de travailler en partenariat avec les Omanais, même si elles détiennent 100% du capital de leur filiale sur place. Notre pays a une tradition commerciale qui date de plusieurs siècles et de vrais savoir-faire, y compris dans le domaine industriel. Le partenariat peut être une source d'enrichissement mutuel.



## « Oman est un pays à découvrir »

*Un entretien avec Pierre Verzat, président du directoire de Systra*

### Vous avez conduit une délégation multisectorielle d'entreprises de Medef International au Sultanat d'Oman du 1er au 3 avril 2014 ? Quel bilan tirez-vous de ce déplacement ?

Medef International s'intéresse au Sultanat d'Oman depuis plusieurs années. En octobre 2011, une première délégation avait été organisée. En décembre 2013, nous avons reçu à Paris, le ministre des Transports et des communications, M. Ahmed bin Mohammed bin Salim Al-Futaisi. La délégation récente, qui a rassemblé une trentaine de responsables d'entreprises, aussi bien des grands groupes que des PME voire des entreprises individuelles, s'est inscrite dans la suite de la stratégie de Medef International.

Le déplacement a fait l'objet d'une préparation minutieuse et a bénéficié d'un appui remarquable sur place de l'Ambassade de France, du Service économique et de la communauté d'affaires française, en particulier des conseillers du commerce extérieur. Il y a eu des sessions d'information sur l'économie omanaise, les possibilités d'affaires et le climat de l'investissement. Les membres de la délégation ont pu rencontrer des décideurs, y compris de haut niveau, ainsi que des responsables d'entreprises omanaises.



D.R.

Nous avons été très bien reçus et avons senti l'existence d'affinités. Nous avons pu découvrir sur le terrain la réalité concrète des projets omanais en visitant le port de Duqm et la zone franche. Dans le domaine ferroviaire, le Sultanat envisage de se doter d'un réseau à l'échelle du pays. Le potentiel touristique est incontestable. Il y a de vraies opportunités d'affaires pour les entreprises françaises : le bilan de cette délégation est donc très positif.

### C'est donc un marché porteur pour nos entreprises mais notre présence y est encore faible...

L'une des difficultés réside dans le fait que le Sultanat d'Oman demeure encore méconnu de nos entreprises. Ce n'est pas le pays le plus important de la zone du point de vue économique et il est souvent considéré comme une simple étape des missions

d'affaires dans les pays du Golfe. Le fait que notre déplacement ait été dédié uniquement à Oman a été très bien perçu par nos interlocuteurs omanais.

Par ailleurs, il n'y a pas de mégaprojets comme on en voit dans d'autres pays du Golfe. Mais ce n'est pas un désavantage. Les autorités omanaises ont mis en place une stratégie de développement économique raisonnable et équilibrée. Il y a une vraie volonté politique de faire aboutir des projets d'infrastructures et, plus important encore, nous avons senti que les autorités se donnent les moyens de leurs ambitions, comme le montre le développement du projet de Duqm. C'est aussi un pays qui dispose d'une véritable élite grâce à une priorité clairement accordée à l'éducation.

Enfin, le Sultanat Oman a toujours été une nation de commerçants et de marins, ce qui le distingue de ses voisins. Le commerce est une composante essentielle de la culture nationale. Pour toutes ces raisons, je pense qu'Oman est un pays à découvrir par nos entreprises. Cependant, en raison de l'existence de possibilités d'affaires et de l'ouverture de l'économie omanaise sur le monde, la concurrence est féroce. Nous devons persévérer car les relations d'affaires se construisent dans la durée.

## Aquaculture : le grand espoir d'Oman

L'aquaculture est considérée comme un secteur prioritaire dans le cadre de la stratégie de diversification de l'économie omanaise. En 2010, le Ministère de l'Agriculture et de la pêche a publié un atlas des sites appropriés au développement de l'aquaculture. Selon ce document, Oman pourrait produire 33 000 t d'ici quinze ans et plus de 200 000 pendant les années suivantes. Par ailleurs, 11 000 emplois pourraient être créés. La production serait destinée au marché intérieur et à l'exportation.

Les autorités omanaises souhaitent promouvoir des produits de qualité, compétitifs au niveau mondial, tout en respectant l'environnement. Pour inciter les investisseurs privés, des incitations spécifiques ont été mise en place : exemption de l'impôt sur les sociétés pendant cinq ans (avec la possibilité d'une prolongation pendant cinq exercices supplémentaires) ; et des droits

de douanes sur les importations d'équipements et de matières premières pendant cinq ans (avec également une possibilité de prorogation) ; financements préférentiels accordés par la Oman Development Bank ; etc. Par ailleurs, il existe la possibilité de détenir 100% du capital d'une société aquacole, cette option devant faire cependant l'objet d'une autorisation officielle.

La production aquacole est encore modeste puisqu'elle a atteint 168 tonnes en 2012 (crevettes exclusivement). La situation devrait cependant évoluer au cours des prochains mois. Les investisseurs privés s'intéressent à ce secteur et veulent introduire de nouvelles espèces. En mars 2014, le Ministère a accordé 19 licences pour des projets représentant un investissement global de 334 millions de dollars. Le grand espoir d'Oman pourrait bientôt devenir réalité.

## Oman offre un cadre juridique et fiscal favorable aux investisseurs étrangers

Oman est un pays producteur d'hydrocarbures engagé dans une stratégie volontariste de diversification qui offre de nombreuses opportunités d'affaires pour les sociétés étrangères. La privatisation des 60 entreprises publiques du pays a commencé avec la vente de 19% des parts de l'opérateur national de téléphonie et devrait se poursuivre pendant les années à venir. En plus du secteur des hydrocarbures, il y a des possibilités dans une large gamme de secteurs : industrie de transformation, mines, nouvelles technologies, tourisme, etc. Le gouvernement encourage la participation active du secteur privé, local et étranger, particulièrement des PME à ce processus de diversification.

Outre une stabilité politique et économique remarquable, Oman propose aux investisseurs privés un environnement des affaires qui est à la fois stable et attrayant. La fiscalité en est un bon exemple. Le taux de l'impôt sur les sociétés (IS) est de 12% et ne s'applique qu'aux bénéfices supérieurs à 30 000 rials omanais (56 721 euros). Il y a un droit de douane uniforme sur les importations de 5%. La TVA et les taxes sur les ventes n'existent pas. Il n'y a pas non plus d'impôt sur le revenu des personnes physiques. Oman a signé des accords de non-double imposition avec ses principaux partenaires commerciaux, dont la France.

### Vendre et investir à Oman

Faire des affaires à Oman est assez réglementé. De manière générale, la loi impose aux sociétés étrangères de s'établir à Oman en créant une société omanaise (LLC, SAOG, SAOC) sauf dans deux cas de figure : réponse à un appel d'offres public et agent commercial (la société étrangère ne fait pas alors de business à Oman).

Une société étrangère souhaite se présen-

ter à un appel d'offres du secteur public omanais, elle doit au préalable s'enregistrer auprès du « Tender Board ». Il n'est pas nécessaire d'avoir une présence locale au moment de la présentation de l'offre. Cependant, en cas de succès, le gagnant a un délai de trente jours pour constituer une structure locale. Il s'agit, dans ce cas, d'une succursale (« branch »), dont la société étrangère peut détenir 100% du capital. Cependant, l'activité de cette entité est strictement limitée à la réalisation du contrat avec le gouvernement ou le secteur public obtenu : elle ne peut en aucun cas travailler avec des acteurs privés.

Une autre modalité de faire des affaires, sans établir de présence légale sur place ou créer une société locale, est la signature d'un contrat avec un agent commercial omanais qui prendra en charge la distribution et la vente des produits de la société étrangère. Dans ce cas, l'agent a le monopole de l'activité et la société étrangère ne peut pas vendre directement à Oman. Un point important à rappeler concerne la rupture du contrat : les tribunaux omanais protègent les agents locaux et ont tendance à accorder des indemnités compensatoires élevées. Il est donc essentiel de consulter un avocat avant de signer le contrat de représentation. Dans tous les autres cas, la société étrangère doit établir une société omanaise.

Lorsque la société étrangère souhaite s'implanter par le biais d'une filiale locale, l'option généralement retenue est celle de la création d'une « Limited Liability Company » (LLC), équivalent de la société anonyme en France. Le capital minimum pour créer une LLC pour un investisseur étranger (hors Etats-Unis ou pays membres du Conseil de coopération du Golfe, CCG) est de 150.000 OMR (282 517 Euros), dont 30% au minimum doit être détenu par des Omanais (per-

sonne(s) morale(s) ou physique(s)).

Un autre élément important réside dans la reconnaissance de l'arbitrage international. Oman a signé plusieurs conventions internationales notamment la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères ("Convention de New York", New York, 1958) et celle de Washington relative au Centre international de règlement des différends sur l'investissement (CIRDI).

### Le cas particulier des zones franches

Oman dispose aussi de quatre zones franches : Salalah Free Zone, Sohar Free Zone, Al Mazunah Free Zone et Al Duqm Free Zone. Ce dispositif est très avantageux pour les investisseurs étrangers : absence de droits de douanes pour les biens importés dans les zones franches et exportés depuis celles-ci ; possibilité de détenir 100% du capital ; exigences moindres en matière d'« omanisation » par rapport reste du territoire national ; existence d'un « guichet unique » pour l'ensemble des autorisations et permis nécessaires (terrains, travail, santé, environnement, etc.) ; etc. Le gouvernement omanais a également créé la « Knowledge Oasis Muscat ». Il s'agit d'un parc d'affaires dédié aux nouvelles technologies et aux industries de la connaissance, qui propose des avantages similaires. Les dispositifs incitatifs mis en place par le gouvernement ne doivent pas masquer certaines contraintes, notamment les exigences d'emploi de personnel local (« omanisation ») ainsi que les lourdeurs administratives. Celles-ci peuvent être surmontées si la société étrangère prend appui sur un cabinet d'avocat qui sera à même de l'accompagner et de lui permettre de réussir à Oman.

Pour plus d'information, contacter :  
 Sarah Peuch, [s.peuch@alalawico.com](mailto:s.peuch@alalawico.com)



## Your Legal Partner in Oman and around the World

Corporate and Commercial • Energy • Oil & Gas • Banking & Finance

- Inward Investments in Oman • Infrastructure & Projects • Marime • Aviation • Dispute Resolutions
- Telecommunications & Technology • Intellectual Property • Islamic Finance • Insurance

### Al Alawi & Co

Advocates & Legal Consultants

Al Alawi Law Firm Building, No. 785  
 Way 2708, Qurum 29, PO Box 3746 PC 112,  
 Muscat, Sultanate of Oman  
 Tel: +968 246 99761/2 Fax: +968 246 99763  
 e-mail: [contact@alalawico.com](mailto:contact@alalawico.com)

**Al Alawi & Co**  
 Advocates & Legal Consultants

[www.alalawico.com](http://www.alalawico.com)

ASSOCIATE OFFICES: GCC | UK | USA | ASIA | AFRICA | CANADA | AUSTRALIA



## Oman Oil Company est le leader du développement de la chaîne de valeur énergétique d'Oman

*Avec 0,4% des réserves mondiales de brut, estimées à 5,5 milliards de barils, les hydrocarbures représentent un des principaux secteurs de l'économie omanaise. Oman Oil Company S.A.O.C. (OOC) a été créé en 1996 en tant que société commerciale dont le capital est entièrement détenu par l'État afin de tirer parti des opportunités d'investissement dans la chaîne de valeur énergétique aussi bien sur place qu'à l'étranger.*

Dans le cadre de la stratégie visant à faire passer Oman du statut d'acteur régional à celui de pôle international d'investissement, OOC envisage d'investir à Oman 50 milliards de dollars et sa contribution au PIB devrait passer de 4% actuellement à 10% en 2020.

OOC dispose d'un portefeuille diversifié, comprenant 41 actifs situés dans 13 pays et sept secteurs et regroupé dans trois unités d'affaires stratégiques, ou Strategic Business Units (SBUs), comprenant l'amont, l'aval et les activités émergentes. OCC est présent à Mascate, Sohar, Salalah, Sur, Musandam et Duqm. Les investissements sont prévus dans l'exploration-production, le raffinage et le marketing, la pétrochimie de base, les infrastructures, l'électricité, le transport maritime ainsi que dans les métaux et les mines.

### Renforcer la compétitivité

« Dans la mesure où Oman, recherche de nouvelles possibilités d'investissement en dehors du secteur des hydrocarbures, il est de notre responsabilité collective de continuer à appuyer et à soutenir le développement économique. En plus de notre présence solide dans les industries de l'amont et de l'aval, OCC est concentré sur la diversification de son portefeuille d'investissements au profit des autres activités de la chaîne de valeur énergétique » affirme Mulham Al Jarf, directeur général adjoint d'OOC.

« La transition d'OCC et de ses filiales au cours des dix prochaines années est basée sur ce que nous appelons la « stratégie TOM » : technologie, Oman et marchés. Nous apportons le savoir-faire technologique le plus avancé grâce à des partenaires spécialisés, exploitons la position géostratégique d'Oman dans les flux commerciaux



internationaux et renforçons notre accès aux marchés émergents d'Asie et d'Afrique. Cette stratégie aura pour effet de renforcer notre compétitivité et de contribuer à créer un climat des affaires positif pour les investisseurs en provenance de France, d'Europe et/ou d'Amérique du nord » précise Mulham Al Jarf.

Duqm, situé à 557 km au sud de la capitale, Mascate, est en train de devenir une localisation prioritaire pour les activités d'OOC. En effet, 15 milliards de dollars ont été alloués afin de créer le prochain USD pôle régional principal de l'industrie sidérurgique et du stockage de produits pétroliers ainsi que du raffinage et de la pétrochimie. Afin de renforcer sa position dans l'industrie chimique mondiale, OOC a pris le contrôle total d'OXEA, le principal fournisseur de produits chimiques OXO basé en Allemagne, à la fin de 2013. Cette opération fournira la marge suffisante pour la croissance dans la Zone économique spéciale de Duqm et la construction d'une usine de fabrication de produits chimiques Oxo, permettant ainsi l'accès d'OCC aux matières premières chimiques de base. Parmi les principaux projets d'OOC, figure la raffinerie de Duqm, d'une capacité de 230 000 barils/jour(b/j) de produits raffinés, dont le démarrage est prévu en 2018. Par ailleurs, dans le but de développer la capacité de stockage de brut d'Oman et d'autres pays, OOC construit par étapes,

à 70 km au sud de Duqm, "Ras Markaz Crude Oil Park", d'une capacité maximale de 220 millions de barils de brut. Ce terminal permettra d'importer et d'exporter une grande variété de bruts. Cette nouvelle installation sera la principale installation de stockage du Moyen-Orient.

### Une présence significative en Europe

Outre OXEA, principal investissement d'OOC en Europe, la compagnie a un autre investissement dans la pétrochimie : La Seda de Barcelona, principal producteur européen de produits en PET. Dans le raffinage et le marketing, OOC est présent dans le groupe pétrolier et gazier intégré hongrois MOL qui dispose de cinq raffineries et d'une capacité de 470 000 b/j. OOC investit également dans les infrastructures, y compris les oléoducs et les unités de stockage situés dans la péninsule ibérique, grâce à une présence dans la Compañía Logística de Hidrocarburos S.A (CLH), le leader espagnol du transport et du stockage de produits pétroliers ; SAGGAS, qui couvre 23% de la demande espagnole de gaz naturel ; et Enagás, transporteur du gaz à haute pression en Espagne. Au Portugal, nous avons investi dans LNG Quintero Regas et Redes Energéticas Nacionales (REN).

Dans tous les classements internationaux récents, Oman a obtenu des résultats au-dessus de la moyenne mondiale et, en particulier, des notes élevées en matière de compétitivité ; ce qui ouvre une perspective positive pour les investisseurs internationaux. OOC travaille en conformité avec la vision 2020 d'Oman, centrée sur la diversification de l'économie et la mise en place d'incitations pour favoriser un développement plus ample au cours des années à venir.

# Investing for future generations



Establish in 1996 to pursue investment opportunities in the wider energy sector both locally and internationally, Oman Oil Company aims to maximise value from Oman's resources, creating meaningful employment within Oman and growing local talents, business leaders and professionals.



Covering over  
**40**  
investments

Spanning  
**13**  
countries

Diversified across  
**7**  
sectors



## Oman Air : une percée commerciale basée sur la qualité du service

La compagnie Oman Air a été fondée en 1993 et, pendant les quatorze premières années de son existence, elle a été un opérateur essentiellement régional. En 2007, des lignes ont été ouvertes vers Londres et Bangkok, en utilisant plusieurs appareils dans le cadre d'un accord de location avec équipage (« wet lease »). En 2009, Oman Air a pris livraison de sa propre flotte d'Airbus A330.

### Une flotte en expansion

« La réception des A330 a représenté la première phase de notre expansion et l'émergence comme transporteur international de classe mondiale » affirme Raajeshwari Ashok, du département communication d'entreprises et média d'Oman Air. La compagnie a ouvert de nouvelles lignes long-courrier vers Paris, Munich, Francfort, Kuala Lumpur, Milan et Zurich et a introduit des innovations telles que la téléphonie mobile à bord ou l'accès wifi. Elle a également ouvert de nouvelles lignes au Moyen-Orient ainsi que vers des destinations telles que Katmandou, Dar Es Salam et Zanzibar. Au total, le réseau comprend actuellement 43 destinations au Moyen Orient, en Afrique de l'est et en Europe.

« Au cours des deux dernières années, nous avons consolidé cette croissance, amélioré nos standards de qualité, intensifié la formation du personnel et introduit de nouveaux produits et services » explique Raajeshwari Ashok. Ceux-ci incluent : les nouvelles cabines Première Classe et Business ; les comptoirs dédiés pour l'enregistrement à l'aéroport de Mascate destinés aux passagers de ces catégories ; le nouveau salon à l'aéroport de Bangkok ; et le salon modernisé à l'aéroport de Salalah. Ces initiatives ont préparé le terrain pour la prochaine phase d'expansion, qui commencera, à la fin de cette année, avec la livraison du premier des vingt appareils qui ont été comman-

dés. Au cours des prochaines années, Oman Air incorporera à sa flotte 11 Boeing B737, six Boeing Dreamliner et six Airbus A330.

Oman Air est le leader du transport aérien à Oman. En 2013, la compagnie a affiché un record en termes à la fois de passagers transportés, de destinations et d'appareils. C'est la preuve de la bonne santé du secteur à Oman et le nombre croissant de lignes qui font escale à Oman et à Salalah est une indication supplémentaire de son potentiel de croissance à long terme. « La clé de notre succès ne réside pas dans une stratégie de confrontation avec les autres compagnies mais dans le fait de proposer une offre différente, basée sur un standard supérieur qui reflète le caractère exceptionnel de la culture et de l'hospitalité omanaises » affirme Raajeshwari Ashok.

### L'importance de la France et des pays francophones

Paris est desservi à raison de quatre fréquences par semaine : Oman Air est la seule compagnie qui offre ainsi une liaison directe entre Mascate et la capitale française. Une amélioration de la desserte n'est pas à exclure. « La compagnie

analyse en permanence ses services et l'extension de la flotte nous donnera la flexibilité nécessaire pour répondre aux fluctuations du marché. Si la demande le justifie et si les slots nécessaires sont disponibles, nous augmenterons la fréquence de notre ligne directe vers Paris mais aucune décision n'a été prise à ce jour » souligne Raajeshwari Ashok.

Outre la France, Oman Air dessert également la Suisse. « Ces deux pays sont des éléments essentiels de notre réseau global » indique Raajeshwari Ashok. Les quatre fréquences sur Paris offrent aussi la possibilité de couvrir la Belgique. « Paris se trouve à une courte distance de Bruxelles et nous accueillons chaleureusement tous les clients belges qui choisissent de voler avec Oman Air » précise Raajeshwari Ashok.

Les pays d'Afrique du nord, tels que le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, pourraient offrir des opportunités viables et la compagnie étudie actuellement leur potentiel. L'établissement de lignes transatlantiques n'est pas à l'ordre du jour. Cependant, dans la mesure où la compagnie se développe, la desserte des États-Unis et du Canada pourrait être envisagée.

### Fret : une activité en forte croissance

L'activité fret apporte un flux additionnel de recettes de grande valeur pour Oman Air, qui permet à la fois de maintenir les billets des passagers à un niveau bas et de contribuer à la rentabilité. « C'est la raison pour laquelle nous avons investi dans nos installations de fret dans les aéroports de Mascate et de Salalah » souligne Raajeshwari Ashok.

Oman Air a également mis en place des connexions par transport routier de mar-

chandises à l'échelle des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (« Pan-GCC ») et au niveau européen (« Pan-European Trucking »). Par ailleurs, un accord d'association a été signé avec l'opérateur DHL pour opérer une ligne de fret entre Oman et Dubaï. « En 2013, notre division fret a enregistré une progression de son activité de 7%, soit une hausse supérieure à la moyenne régionale et mondiale » conclut Raajeshwari Ashok.

## Découvrez Oman

### et plus de 42 destinations de rêve avec OMAN AIR

#### 4 vols par semaine via Mascate dans le confort unique d'Airbus A330

Départs possibles de 19 villes de province avec le billet combiné TGVAir

Consultez [omanair.com](http://omanair.com) pour réserver, acheter et vous enregistrer en ligne

ou appelez au +33.1.47.64.21.50  
Ou contacter votre agence de voyages.

Adhérer à notre programme fidélité @ [Sindbad.omanair.com](mailto:Sindbad.omanair.com)  
Et découvrez un monde de privilèges exclusifs et des récompenses.



Meilleure compagnie du Moyen-Orient en Classe Economique - 2013



الطيران العماني  
OMAN AIR

# AU SERVICE DE LA QUALITÉ POUR VOUS ACCOMPAGNER DANS VOS PROJETS



NAMMA CONSEIL VOUS OUVRE LES PORTES DES RICHESSES DU SULTANAT D'OMAN ET FACILITE LES ÉCHANGES ENTRE LES DEUX PAYS. NAMMA DEVELOPPEMENT LE TRAITS D'UNION ENTRE OMAN ET LA FRANCE À VOTRE SERVICE. NOUS SOMMES À VOTRE ÉCOUTE.



Namma Développement - 33 Avenue Victor Hugo 75116 Paris - France -  
+33 (0)1 45 01 71 77 - +33 (0)1 45 01 62 44 - [contact@namma.fr](mailto:contact@namma.fr) - [www.namma.fr](http://www.namma.fr)